

Schengen, euro : la Bulgarie revendique d'être au cœur de l'Europe

UE Le pays prend pour six mois la présidence de l'Union

► La Bulgarie est parmi les dernières arrivées dans l'Union européenne avec la Roumanie et, plus tard encore, la Croatie.

► Sofia entend bien mettre à profit cette période de visibilité accrue.

RÉPORTAGE

SOFIA

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

C'est dans une capitale qui semblait avoir été vidée de ses habitants, vu des parcours des cortèges officiels, et où des agents de police postés tous les 10 mètres avaient remplacé les passants, que la Bulgarie a célébré jeudi et vendredi à Sofia l'ouverture officielle de sa présidence du Conseil de l'UE. Vide? Pas tant que cela. Neuf manifestations en tous genres contre le gouvernement avaient réussi à s'incruster ici et là jeudi, dont une de... policiers, en manque notoire de moyens humains et matériels.

Pas de fête populaire pour impliquer directement la population dans la fierté de ce pays, un des derniers à avoir adhéré à l'Union (avec la Roumanie en 2007). Pour la Bulgarie, sans doute plus que pour tous les autres « nouveaux » États membres lorsqu'ils ont assumé cette fonction, cette présidence semestrielle est vue comme l'occasion d'obtenir une reconnais-

sance européenne qui tarde à venir.

La Bulgarie - l'un des pays au patrimoine historique et archéologique le plus riche du continent - reste l'État membre le plus pauvre de l'UE, avec un produit intérieur brut par habitant qui le place à peine à la 86^e place mondiale : « Après dix ans d'appartenance à l'UE, les gens ont du mal à comprendre ce processus d'intégration », observe Antony Galabov, professeur en

sciences politiques à la Nouvelle université de Bulgarie. Et à travers l'Union européenne, particulièrement au sein des milieux politiques et médiatiques, l'image de la Bulgarie reste marquée par la corruption et la puissance du crime organisé.

Il n'y a pas à espérer beaucoup de bénéfices politiques de l'exercice d'une présidence semestrielle, qui est d'ordre surtout technique depuis que la dimension politique en a été confiée à un président permanent du Conseil européen (aujourd'hui : Donald Tusk). Mais le gouvernement bulgare dirigé par le conservateur Boyko Borissov, Premier ministre de manière quasi ininterrompue depuis 2009, entend bien utiliser ces six mois de visibilité pour enfin obtenir une reconnaissance institutionnelle dans deux domaines : l'accession à l'espace Schengen puis à la zone euro. « Il y a eu un glissement stratégique dans la pensée européenne du gouvernement », explique Vesela Cherneva, experte du « think tank » européen ECFR. Lorsque l'hypothèse

d'une Europe à plusieurs vitesses a commencé à prendre corps, l'absence de Schengen et de l'Eurozone a commencé à devenir un problème pour la Bulgarie, qui se veut au cœur de la construction européenne. »

Pour ce qui est de Schengen, « tous les pays ne sont pas traités de manière équitable en Europe », juge Lilyana Pavlova, la ministre pour la Présidence UE : la Bulgarie et la Roumanie remplissent les critères depuis six ans déjà ! Depuis la crise migratoire en particulier, le pays estime qu'il

n'a plus à faire ses preuves : « Mon collègue néerlandais Mark Rutte (notoirement opposé comme quelques autres dirigeants européens à l'adhésion de la Bulgarie à Schengen, NDLR) vient nous rendre visite en février. Je l'emmènerai à nos frontières, que nous protégeons mieux que certains autres États membres de la zone », expliquait à la presse M. Borissov.

La Commission européenne confirme d'ailleurs officiellement cet état de choses : « La Bulgarie remplit toutes les conditions pour adhérer et je trouve vexatoire que des gouvernements de l'UE la refusent. La place de la Bulgarie est dans l'espace Schengen, ma position ne bougera pas, et j'en ferai une question au Conseil européen ou ailleurs », avertissait vendredi à Sofia Jean-Claude Juncker. « Nous espérons rejoindre Schengen cette année, au moins en ce qui concerne les frontières aériennes et maritimes », assure Ekaterina Zaharieva, la ministre des Affaires étrangères.

« Tous les pays ne sont pas traités de manière équitable en Europe »

LILYANA

PAVLOVA, MINISTRE POUR LA PRÉSIDENTIE UE

Quant à l'euro, beaucoup s'étonneront sans doute d'imaginer qu'il en soit question. En réalité, le pays remplit déjà depuis longtemps les critères budgétaires : son déficit est de 0 %, et sa dette de 26,8 %, l'une des plus basses de l'UE. L'inflation, à 1,3 %, est aussi stable qu'ailleurs. Quant au taux de change, vu que la monnaie bulgare est couplée à l'euro depuis sa création (et avant cela au Deutsche mark), elle remplit des critères plus stricts que ceux du sas d'entrée (le CRM2) prévu avant d'adopter l'euro. « Nous sommes prêts à rejoindre le CRM2 dès que nous y serons invités », assure le Premier ministre. En réalité, il faut que son pays fasse acte de candidature, ce qui, selon son ministre des Finances, devrait intervenir dans les six mois à venir.

Enfin, les nombreux observateurs qui scruteront la Bulgarie pendant ce semestre ne manqueront pas de découvrir une particularité déconcertante dans ce pays en définitive encore plus pro-européen que les États membres d'Europe centrale : ici, même les partis national-populistes, qui participent à la coalition mise en place au printemps dernier, sont pro-européens : « Dès qu'ils sont au pouvoir, ils éteignent leurs discours anti-européens », confirme Ivailo Kalfin, un socialiste (opposition), ex-ministre des Affaires étrangères et des Affaires sociales. ■

JUREK KUCKIEWICZ

LES BALKANS OCCIDENTAUX**Une priorité à l'agenda bulgare**

S'il y a un domaine où la Bulgarie se targue déjà, à juste titre d'ailleurs, d'avoir réussi à influencer l'agenda européen, c'est la question stratégique des Balkans occidentaux. « Lorsque nous avons fait savoir que nous voulions inscrire cette question comme priorité de notre présidence, on nous a dit que ce n'était pas très souhaitable, explique la ministre en charge de la Présidence de l'UE. Mais aujourd'hui, Jean-Claude Juncker comme Federica Mogherini (cheffe de la diplomatie européenne), ont endossé cette préoccupation. La Bulgarie, pays balkanique oriental, est directement concernée par l'évolution de l'ex-Yougoslavie, dont cinq États actuels veulent rejoindre l'UE. Or la stabilité interne de certains d'entre eux laisse à désirer, voire régresse. « Or il n'y aura pas de vide là-bas : si l'UE n'y va pas, d'autres iront », prévient Ekaterina Zaharieva, la ministre des Affaires étrangères. En mai prochain, c'est donc à Sofia que se tiendra un sommet de l'UE avec les pays des Balkans occidentaux.

J. KZ